

# Les perspectives de recession en Europe font plonger l'euro

La monnaie unique s'est échangée, mercredi, à 1,2736 dollar, soit une chute de plus de 20 % par rapport à son niveau record de 1,60 dollar, atteint le 15 juillet

La déconfiture de l'économie européenne de plus en plus visible fait plonger l'euro. Mercredi 22 octobre, la monnaie unique s'est échangée à 1,2736 dollar. Soit une chute de plus de 20 % par rapport à son niveau record de 1,60 dollar atteint le 15 juillet. L'euro s'échangeait aussi à moins de 130 yens mercredi matin, un plus bas depuis avril 2004. Cette flambée de la monnaie japonaise a contribué à faire chuter la Bourse de 6,79 % mercredi.

La chute de la devise européenne est a priori une bonne nouvelle pour les entrepreneurs de la zone euro, sévèrement pénalisés par la flambée de la monnaie unique en 2007. Mais le plongeon de la devise européenne traduit une réalité assez inquiétante. La crise financière venue des Etats-Unis a affecté plus tardivement l'Europe. Mais aujourd'hui le Vieux Continent semble souffrir plus qu'ailleurs. La santé de l'Irlande préoccupe, la croissance espagnole s'est interrompue brutalement. Aucun pays ne semble épargné. Mardi, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, a admis que la Grande-Bretagne était « vraisemblablement en train d'entrer en récession ».

## Décrochage

► EURO EN DOLLAR



Source : Bloomberg

« Il y a quelques mois seulement, le marché n'avait pas la perception que l'Europe pouvait entrer en récession, mais depuis plusieurs jours les indicateurs de conjoncture, et surtout le moral des entreprises sont déplorables », insiste Christian Parisot, économiste chez Aurel.

## Stimulus à la croissance

Pour juguler la récession, les investisseurs sont de plus en plus convaincus que la Banque centrale européenne (BCE) abaissera rapidement le niveau de son taux directeur ce qui contribue à affaiblir l'euro. La BCE sera d'autant plus incitée à le faire que le taux directeur, aujourd'hui à 3,75 %, est l'un des plus élevés au monde. A titre de comparaison, la référence

du coût du crédit est de 1,50 % aux Etats-Unis.

Mais si les opérateurs vendent de plus en plus massivement de l'euro et rachètent du dollar, c'est aussi qu'ils semblent douter de la capacité des autorités européennes à agir efficacement contre la crise.

Les Européens écartent pour l'heure tout plan de relance global. Le président français, Nicolas Sarkozy, a prôné au Parlement européen une telle action coordonnée des Vingt-Sept. Par ailleurs la nouvelle tentative du chef de l'Etat pour mettre sur pied un fonds souverain – une espèce de fonds d'investissement étatique sur le modèle de ceux qui existent dans le Golfe ou en Asie – afin « d'apporter une réponse industrielle à la crise » économique n'a guère eu plus de succès. Sa proposition a été rejetée aussitôt par le ministre allemand de l'économie, Michael Glos, dans une interview au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Pour l'heure les pays du Vieux Continent continuent donc d'agir de manière isolée. En France, l'Etat a annoncé lundi l'injection de 10,5 milliards d'euros dans les six plus grandes banques privées. En Allemagne, le gouvernement semble prêt à lancer un nouveau programme pour faciliter l'accès au crédit des entreprises et au Royaume-Uni, les autorités ont dévoilé mardi un plan pour aider les petites et moyennes entreprises.

Pour les investisseurs ces démarches sont bienvenues mais donnent l'apparence d'un certain désordre, en particulier au regard de la mobilisation des autorités amé-



ricaines. Mardi, Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), s'est dit, favorable à un nouveau plan de relance de l'économie et la Maison Blanche a confirmé n'y être pas opposée. Ce nouveau stimulus à la croissance, qui pourrait atteindre 150 milliards de dollars, après une première action de 168 milliards votée en janvier, ne stoppera sans doute pas la dégradation déjà en marche de la pre-

mière économie mondiale, mais « les Américains semblent plus déterminés à relancer l'activité », estime René Defossez, chez Natixis.

Alors que le marché des changes connaît des turbulences, le marché monétaire lui se détend. Les taux interbancaires sont revenus au niveau qui était le leur juste avant la faillite de Lehman Brothers. ■

CLAIRE GATINOIS